

Les chercheurs belges risquent bien d'aller voir ailleurs

Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la Politique scientifique fédérale belge pourraient se traduire tôt ou tard par une hémorragie de... matière grise. «Ce qui serait dramatique pour l'avenir économique du pays», estime Philippe Mettens, le président du Comité de direction de la Politique scientifique fédérale.

CHRISTIAN DU BRULLE

«La recherche fondamentale est indispensable à notre économie. Elle nourrit la recherche appliquée qui transforme ces connaissances en richesses et en emplois. Les chercheurs belges qui, aujourd'hui, ne savent pas s'ils bénéficieront demain encore du soutien fédéral pour mener leurs travaux, risquent bien d'aller voir ailleurs. Le risque d'appauvrissement est réel.»

Christine Defraigne (MR), la présidente du Sénat, est également préoccupée par le flou qui entoure l'avenir de la recherche scientifique belge.

Le gouvernement, que dirige son parti en la personne du Premier ministre Charles Michel, a programmé la disparition de la Politique scientifique fédérale dans sa déclaration gouvernementale. Même si par ailleurs, le même texte reconnaît qu'il est primordial de continuer à financer la recherche fondamentale dans le pays.

Comme présidente de la Haute Assemblée, Christine Defraigne a

toutes les cartes en main pour organiser une vaste réflexion sur *«l'avenir de la recherche scientifique en Belgique.»*

Ce sera pour mardi prochain, dans le cadre d'un colloque tout entier consacré à cette problématique.

Le débat, ouvert au public, offrira à tous les acteurs de la recherche en Belgique, mais aussi en Europe, la possibilité de s'exprimer sur le sujet.

Des chercheurs seront présents, des représentants de la Commission européenne, des industriels également.

Bien entendu, les ministres fédéraux, régionaux et communautaires qui ont la recherche dans leurs attributions ont été invités.

Un liant scientifique

«Nous sommes ici au cœur même de nos nouvelles prérogatives suite à la 6^e réforme de l'État», indique la Présidente du Sénat. «Notre pays est confronté à un paradoxe. Tout le monde souhaite que les Régions et les Communautés s'épanouissent. Mais en ce qui concerne la recherche scientifique, déjà très morcelée dans notre réalité institutionnelle, la sauce ne peut prendre que si elle dispose d'un bon liant. Et ce liant, c'est la Politique scientifique fédérale», estime-t-elle.

Ce liant qui a un prix. Les objectifs européens en matière de recherche visent à ce que chaque État membre consacre 3% de son PIB à la recherche scientifique. En Belgique, cet investissement n'atteint que 2,24% du PIB, dont 0,57% à peine en

ce qui concerne les pouvoirs publics. Réformer le système actuel en vue de réaliser des économies est une des priorités du gouvernement fédéral. Encore, ne faut-il pas se tromper d'économies. Si celles-ci détricotent le tissu scientifique belge, il pourrait plutôt s'agir d'une perte sèche... de cerveaux.

0,57%

Les investissements publics pour la recherche ne s'élèvent qu'à 0,57% du PIB.